

PRÉFET DE LA RÉGION ALSACE

Décision
relative à un projet relevant d'un examen au cas par cas
en application de l'article R122-3 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Alsace

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 et R122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 22 mai 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n° F04215P0057 (y compris ses annexes), présenté par la commune du Bonhomme, reçu complet le 23 octobre 2015, et relatif à un projet de création d'une route forestière d'une longueur de 1050 mètres sur la commune du Bonhomme (68) ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2015/157 du 1 novembre 2015 portant délégation de signature du Préfet de la Région Alsace, Préfet du Bas-Rhin en faveur de Monsieur Laurent Darley, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en Alsace par intérim ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé ;

Considérant la nature du projet qui consiste à créer une route forestière sur 1050 mètres pour permettre l'accès aux grumiers en partant de la « Chaume Miclo » et la création d'une place de dépôt de 200 m² ;

Considérant que le tracé du projet emprunte un chemin forestier existant ;

Considérant que le projet n'est situé ni dans une zone d'inventaire scientifique ou de protection réglementaire des milieux naturels, ni à l'intérieur d'un périmètre de protection de captage d'alimentation en eau potable ;

Considérant qu'il appartient au pétitionnaire de s'assurer, au besoin en procédant à des inventaires de la faune et de la flore, de l'absence d'incidence des travaux projetés sur la conservation des espèces protégées au titre de l'article L.411-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire, le projet entraîne des impacts favorables à l'environnement ;

Décide

Article 1er :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet qui consiste à créer une route forestière sur 1050 mètres pour permettre l'accès aux grumiers en partant de la « Chaume Miclo » et la création d'une place de dépôt de 200 m² sur la commune du Bonhomme, présenté par la commune du Bonhomme (68), n'est pas soumis à étude d'impact.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Strasbourg, le **17 NOV. 2015**

Le Directeur Régional de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement d'Alsace
Par intérim



Laurent DARLEY

Voies et délais de recours

1) Un **recours administratif** préalable est **obligatoire** avant le recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de **deux mois** suivant la réception de la décision.

En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale du formulaire de demande accompagné de la mention du caractère tacite de la décision.

L'absence de réponse au recours administratif à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

Le recours administratif doit être adressé à
Monsieur le préfet de région
Préfecture de la région Alsace
5 place de la République
BP 87031
67073 STRASBOURG cedex

2) Le **recours contentieux** doit être formé dans le délai de **deux mois** à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet du recours administratif.

Le recours contentieux doit être adressé au :
Tribunal administratif de STRASBOURG
31 avenue de la Paix
67000 STRASBOURG